

Daniel Jebrac (Daniel Bensaïd)

La valse des généraux ne suffit pas à résoudre les problèmes de la dictature

« La crise actuelle est plus grave que celle de 1976, Il y a cinq ans, en effet, l'appareil de production n'était pas détérioré et le désordre financier n'était pas ce qu'il est aujourd'hui. Le régime a eu pourtant tous les atouts en main : pas de grève, pas d'opposition, un peuple prêt à accepter les directives officielles, sans oublier quatre excellentes récoltes en cinq ans. » C'est en ces termes peu flatteurs qu'Alvaro Alsogaray a tiré le bilan de la dictature en mars dernier, au moment où le général Roberto Viola prenait la succession du général Jorge Rafaël Videla.

Alvaro Alsogaray n'est pas le premier venu. Déjà ministre des Finances dans l'administration d'Arturo Frondizi (1958-1962), il est aujourd'hui l'un des principaux conseillers officieux du général Roberto Viola. Et le fait est que la situation économique et politique se détériore à vue d'œil.

Le 6 novembre 1975, Maria Estela « Isabelita » Peron avait décrété l'état de siège qui est toujours en vigueur. Le 24 mars, le coup d'État militaire donnait le pouvoir à la junte dirigée par Jorge Rafaël Videla. Elle prétendait en finir avec la subversion, redresser l'économie et créer ainsi les conditions d'un retour à l'« institutionnalisation démocratique ».

L'amiral Emilio Massera, commandant en chef de la marine et membre du triumvirat au moment du coup d'État de 1976, reconnaissait récemment que la junte militaire n'avait – en cinq ans – atteint aucun de ses objectifs, « si ce

n'est la victoire armée sur le terrorisme ». Les indices de cet échec sont partout. L'une des dernières enquêtes de l'Université argentine de presse (UADE) démontre qu'un ouvrier avait besoin de 30 minutes de travail pour acheter un kilo de pain en 1980, et qu'il ne lui faut aujourd'hui pas moins de 52 minutes. L'achat des produits de consommation courants (pain, pâtes, sucre, café...) qui absorbait il y a un an 48 % du salaire d'un ouvrier, en engloutit aujourd'hui 60 %...

Une partie du patronat industriel est exaspérée par la situation. Fin septembre, on a vu plusieurs grèves patronales ou *lock-out* à Rosario, Santa Fe, Bahia Blanca, pour protester contre « l'échec politique par rapport aux prétentions de 1976 » et exiger des « mesures d'urgence qui remettent le pays sur le chemin du progrès ».

Parmi les nombreux signes de délabrement, il faut mentionner une étude récente de la revue *Somos* sur l'émigration. Alors qu'il y avait, en 1960, 4 500 Argentins disséminés de par le monde, il y en a aujourd'hui 2 150 000 (sur une population totale de quelque 28 millions) : ils se composent pour 48 % de main-d'œuvre qualifiée, 25 % de techniciens, 5 % de professions libérales, 20 % de commerçants et 2 % d'industriels. Le Centre argentin des ingénieurs calcule que, sur 50 000 ingénieurs, 10 000 ont déjà quitté le pays et 3 200 du reste (soit 8 %) sont sans emploi. Sur les 70 000 médecins argentins, 10 % sont sans travail et 4 000 se sont déjà établis aux seuls États-Unis. La presse argentine estime que 2 millions de personnes souhaitent rejoindre les cohortes de l'émigration, soit 8 % de la population active et l'équivalent de villes comme Rosario et Cordoba, les deux plus grandes concentrations urbaines après la capitale.

Dans ce contexte, les six mois d'exercice du

pouvoir par Roberto Viola ont vu se développer les tensions au sein même du régime, tandis que l'opposition politique et sociale donnait des signes de réactivation. Le même Alvaro Alsogaray déclarait récemment qu'une bataille était en cours entre deux secteurs des forces armées, et qu'on y verrait plus clair d'ici deux ou trois mois... Lui-même partisan d'un capitalisme libéral sauvage, il propose un plan sur cinq ans, jusqu'à 1986, qui dépasse le terme du mandat de Roberto Viola et la date prévue pour les élections présidentielles (1984). Ce plan impliquerait la prolongation d'un pouvoir d'exception.

Au cours du mois de septembre, l'ancien ministre de l'Intérieur, le général Harguindeguy, a déclaré que la junte militaire choisirait elle-même en 1984 le successeur de Roberto Viola. Cette déclaration a soulevé un tollé du côté des partis politiques et jusque dans les rangs du régime. Elle n'en est pas moins significative d'un rappel à l'ordre de l'actuel gouvernement par la junte militaire, qui a ni plus ni moins convoqué Roberto Viola et ses ministres pour s'informer directement des projets gouvernementaux trop osés à ses yeux.

Pourtant, l'actuel ministre de l'Intérieur n'envisageait pas la publication d'une loi sur le fonctionnement des partis politiques avant la fin 1982... Ce durcissement sur la voie de l'ouverture au compte-gouttes a obligé la coordination existante des partis politiques civils, la *multipartidaria*, à émettre une protestation plus ferme qu'à l'accoutumée : « Des porte-parole non habilités du gouvernement se permettent d'agresser impunément les citoyens avec des déclarations et des pronostics qui dépassent de beaucoup la capacité de résistance de la modération et du bon sens argentins. » Le style ampoulé de cette déclaration solennelle exprime le dépit de ceux qui entendent négocier

cier avec Roberto Viola la transition jusqu'à 1984, c'est-à-dire apporter à la dictature la légitimité de leur caution en échange de la promesse d'élections... dans deux ans.

Le fait est que la hiérarchie militaire tend à rompre le dialogue avec l'opposition respectueuse que tentait de nouer le ministre de l'Intérieur Liendo. Dépitée et inquiète de perdre le contrôle du mouvement social, l'opposition bourgeoise ne trouve rien de mieux, dans sa déclaration, que de pleurnicher en mettant en garde les militaires contre les effets de la situation économique qui pourraient « constituer un facteur de croissante déstabilisation économique, tant par les tensions sociales qu'elle engendre, que par le risque d'explosions incontrôlables et la détérioration de l'autorité gouvernementale paralysée devant les revendications de la communauté nationale ».

Pour éclairer le sens de ces contradictions et l'évolution de la politique argentine, six mois après l'investiture de Roberto Viola et deux mois après l'appel à la grève générale du 22 juillet dernier par la CGT, nous avons rencontré un camarade marxiste révolutionnaire argentin qui milite dans le pays. Son interview, réalisée en septembre, permet de mieux comprendre les principaux enjeux de la situation. 20 octobre 1981.

Entretien avec un militant marxiste révolutionnaire argentin

● *Tout d'abord, peux-tu revenir synthétiquement sur le développement de la crise économique ces derniers mois ?*

● La récession s'est accentuée à partir de dé-

1/ Ministre de l'Économie sous la dictature de Jorge Rafaël Videla.

2/ 347 % en 1976; 160 % en 1977; 170 % en 1978; 140 % en 1979; 87,6 % en 1980.

3/ Chiffre officiel: 600 000; chiffre de la CGT: 1 500 000.

cembre 1980. La politique économique développée depuis cinq ans par la dictature visait à une restructuration de l'économie dans le cadre d'un nouveau mode d'insertion de l'Argentine dans le marché mondial. C'est cette politique qui s'est heurtée de front à l'approfondissement de la crise.

Le Plan économique de Martinez de Hoz ^{1/} consistait en une réorganisation du système afin de prendre place dans l'actuelle division internationale du travail. Il cherchait prioritairement à freiner le terrible processus inflationniste.

Au début, il a existé un accord général de la bourgeoisie dans son ensemble en faveur d'un abaissement brutal du salaire réel et d'une remise en cause des principales conquêtes du mouvement ouvrier depuis trente ans. Les mesures de ce plan étaient rendues possibles par la première défaite réelle subie par la classe ouvrière depuis trente ans (1955). Dans les années 1950 et 1960, il y a bien eu d'autres reculs et moments difficiles, mais rien de comparable à ce qui s'est produit après le coup d'État du 29 mars 1976.

La bourgeoisie s'est attelée à relever le taux de profit. De mars 1976 à la fin de l'année, la part des salaires dans le revenu national a chuté brutalement de 42 % à 30 %.

Le plan économique de la bourgeoisie s'est développé en deux étapes. La première va de 1976 à 1978 (c'est-à-dire au Mondial de football). Jusque-là, il fallait sauver encore quelques apparences. À partir de 1978, la seconde étape est marquée par une ouverture de l'économie illustrée par deux mesures: d'une part, une modification de la parité des changes avec une surévaluation du peso argentin par rapport au dollar américain; d'autre part, une baisse progressive des droits de douane.

Ces mesures ont entraîné une irruption

massive de marchandises importées afin de parvenir à un réajustement des prix nationaux et internationaux permettant de déterminer l'efficacité respective des différents secteurs de la production. Ces mesures ont également ouvert la porte à la pénétration de capitaux flottants placés à court terme.

Pendant cinq années consécutives, l'inflation a dépassé les 100 % ^{2/}.

La spéculation financière a déterminé une impressionnante précipitation des faillites, qui s'est combinée avec une chute de la production industrielle brute de 14 % pour le premier semestre 1981.

Tous les indicateurs confirment la profondeur de la crise. Le chiffre de chômeurs oscille entre 600 000 et 1 500 000 ^{3/}, ce qui peut représenter jusqu'à 15 % de la population active, alors que le ministre Martinez de Hoz parlait pudiquement de 2 % de chômeurs... Pendant toute une époque, la main-d'œuvre se réorientait vers les services. En effet, si, au début de son mandat, Martinez de Hoz prétendait réduire les dépenses publiques, au fil des ans, c'est l'inverse qui s'est produit, mais pas au profit des services publics tels que l'éducation ou la santé. L'expansion des dépenses publiques a été liée à la crise structurelle qui a obligé l'État à éponger le coût d'innombrables faillites et à multiplier les subventions.

L'autre aspect du gonflement des dépenses publiques, c'est bien évidemment le budget militaire, avec un rééquipement massif des trois armes et la mise sur pied d'un dispositif contre-révolutionnaire pour l'Amérique latine dans son ensemble.

Au bout du compte, la dette extérieure s'élève à 30 milliards de dollars. Il est vrai que la dette brésilienne monte jusqu'à 65 milliards, mais pour une population quatre fois plus importante que celle de l'Argentine, qui doit bat-

tre les records d'endettement par habitant. De plus, dans un article de la revue *Clarín*, un économiste bourgeois disposant de quelque autorité estime que 10 de ces 30 milliards de dollars sont inexplicables. Ils sont imputés à des omissions ou à des erreurs... En fait, ils proviennent probablement d'un surcroît de dépenses militaires inavouables, de pots-de-vin et de scandales divers.

On en est arrivé à cette situation malgré les récoltes céréalières exceptionnelles de ces dernières années et les prix des céréales tout aussi exceptionnels sur le marché mondial, en raison de l'embargo américain sur les livraisons de céréales à l'URSS après l'intervention soviétique en Afghanistan.

L'Argentine connaît donc un des plus forts endettements par tête d'habitant dans le monde, alors qu'elle est pratiquement auto-suffisante sur le plan énergétique, à la différence du Brésil. On assiste à l'effondrement de secteurs industriels entiers, comme le textile ou l'industrie automobile.

Il y a deux raisons majeures à la montée en flèche de l'endettement : d'une part, l'ouverture du marché intérieur aux importations et, d'autre part, le coût parasitaire monstrueux de la garde prétorienne de la dictature.

En février dernier, le gouvernement a annoncé une politique de dévaluation, qui s'est effectuée en trois temps : 10 %, puis 30 %, puis encore 30 %, soit une dévaluation cumulée de 56 % en valeur réelle en 8 mois, qui a eu une forte répercussion sur les prix intérieurs. Toutes les mesures prises pendant cette période de transition, de Jorge Rafaël Videla à Roberto Viola, aboutissent à une fuite en avant spéculative. Le manque de sécurité se solde par des retraits des fonds d'épargne et

4/ Après le coup d'État du 29 mars 1976, des entreprises et des branches entières ont été placées sous le contrôle d'un interventor militaire.

une baisse quotidienne des réserves. On estime qu'il y a en Argentine 30 milliards de dollars placés à moins de trente jours... C'est un niveau spéculatif sans précédent.

On peut se demander dans quelle mesure cette dynamique du système va provoquer une sorte de rupture des maillons les plus faibles de la chaîne spéculative dans ce grand jeu financier. Mais, d'ores et déjà, l'effet social est patent.

La paupérisation se traduit par une perte sur le salaire réel mais aussi une perte sur le salaire indirect, sur les œuvres sociales, sur la législation des loyers, sur la modification du contrat de travail. Dans certaines entreprises, un seul jour de grève entraîne la perte de 40 % du salaire mensuel. Il y a des quartiers entiers auxquels on coupe l'électricité, parce que les locataires ne peuvent plus la payer. Il y a d'autres cas où l'électricité a été coupée à la mairie et à la municipalité, ce qui veut dire à tout l'éclairage public d'une localité.

Dans le secteur du bâtiment, l'interventor militaire lui-même évalue à 74,5 % la chute du salaire réel depuis la fin du *Mundial* (1978) et à 54,5 % en moyenne entre mars 1976 et mars 1981 4/.

La désertion scolaire a atteint un niveau sans précédent dans l'éducation argentine depuis le début du siècle. La moitié des enfants de 6 à 12 ans ne vont pas à l'école ou la quittent. Il y a eu une campagne nationale d'organisée, avec des réunions d'enseignants, pour rechercher les raisons de ce phénomène, mais avec la recommandation de s'en tenir aux raisons pédagogiques, alors que les raisons économiques et sociales sautent aux yeux : chute du niveau de vie, coût du matériel scolaire, restriction du budget de l'éducation. Nombre de familles ne peuvent plus payer la cantine pour les enfants.

● Dans le contexte de la crise économique, depuis sa prise de fonctions en mars dernier, Roberto Viola paraît contesté de l'intérieur même de la dictature, au nom de solutions différentes, et parfois contradictoires, à la crise du régime...

● Roberto Viola paraît incarner la continuité naturelle de la dictature. Mais les conditions de son élection ont déjà révélé les indices de fractures dans la hiérarchie militaire.

La précipitation de la crise économique provoque un approfondissement de ces différenciations. Les marges de manœuvres pour la politique de Roberto Viola sont des plus étroites.

Son programme, c'est d'abord la recherche d'un consensus élargi lui permettant de formuler une perspective d'« issue institutionnelle » à la situation. La proposition d'une certaine ouverture politique se combine avec la gravité de la crise qui frappe l'ensemble des secteurs de la bourgeoisie et menace de déséquilibrer le gouvernement de Roberto Viola dès ses premiers pas.

De sorte que, peu de jours après son investiture, on parlait déjà d'échéances fixées à Roberto Viola par la junte pour parvenir à une « remise en ordre économique ».

Roberto Viola essaie donc d'élargir les bases du gouvernement en incorporant à son cabinet l'un des principaux dirigeants du secteur agricole, un représentant de l'Union industrielle argentine (qui est l'association patronale de la grande entreprise), un représentant des travaux publics. Le chef de cabinet est un monétariste hétérodoxe.

Ce dosage a abouti à une paralysie de l'ensemble, du fait d'une dispute corporative pour le partage d'un gâteau qui se réduit à vue d'œil. Le comble, c'est que les maîtres à penser de la politique de Martínez de Hoz eux-mêmes soutiennent qu'on ne peut plus parler d'efficacité ou d'inefficacité d'une politique écono-

mique dans un monde baignant de plus en plus dans la crise et le protectionnisme.

Dans cette situation, Roberto Viola cherche à renouer le dialogue avec les partis les plus importants de la bourgeoisie.

C'est là qu'intervient la convocation par le Parti radical de Ricardo Balbin, par le MID de Arturo Frondizi ^{5/}, par le Parti intransigeant, par la Fédération démocrate-chrétienne et par le péronisme (justicialisme), d'une réunion pour coordonner l'action face à l'ouverture de la crise. C'est ce qu'on appelle la *multipartidaria*, dont le lancement a bénéficié de conditions spectaculaires, comme la réconciliation des vieux ennemis politiques Ricardo Balbin et Arturo Frondizi, et surtout de l'appui des médias.

Le problème, c'est que devant la gravité de la crise, il y a une recherche fébrile de solutions. Ainsi, l'ancien dictateur Juan Carlos Onganía (1966-1970) a rendu public un long document de 50 pages, dont la version intégrale n'a été diffusée qu'aux militaires. D'après ce qu'il en est paru dans la presse, Juan Carlos Onganía part de l'idée que la poursuite de la situation actuelle aboutirait à une division profonde entre fractions militaires, au point d'affaiblir les forces armées en tant qu'ultime recours de la nation. Il y aurait alors soit affrontement au sein même de l'armée, soit retraite désordonnée. Pour éviter d'en arriver là, Juan Carlos Onganía propose que l'armée retourne dans les casernes. Il se propose lui-même comme candidat Bonaparte à la tête d'un gouvernement fort, pour mener la bataille des producteurs contre le secteur financier et les spéculateurs qu'il rend responsables de la dégradation économique. Il se présente ainsi comme le champion d'une politique d'industrialisation appuyée sur les

^{5/} MID : Mouvement indépendant pour le développement.

grandes entreprises pour une réédition du coup d'État du 29 juin 1966.

D'autre part, apparaît Alvaro Alsogaray, avec un plan économique qu'il qualifie lui-même de « libéral orthodoxe », de privatisation de l'économie (y compris des secteurs traditionnellement aux mains des militaires, comme l'industrie d'armement, l'énergie atomique). Il souhaite provoquer un véritable choc économique. Son plan prévoit un chômage encore plus important qu'actuellement. Pour l'appliquer, il devrait réunir des conditions politiques très particulières, dans lesquelles la répression s'étendrait jusqu'aux secteurs de la bourgeoisie opposés à cette perspective. Le projet n'a pas une large base d'appui au sein de la caste militaire, dans la mesure où il porterait nécessairement atteinte aux positions acquises par les militaires dans la gestion des entreprises et dans certaines branches, depuis ces dernières années.

Le but de la *multipartidaria* enfin, c'est de conforter le régime de Roberto Viola contre le danger de le voir remplacé à l'issue d'un coup d'État dans le coup d'État. Ce front apparaît donc jouer un rôle modérateur dans le cadre de la crise, plutôt que celui d'une force d'opposition.

Il fait bien des propositions déclamatoires sur la nécessité d'une solution démocratique, mais fait le dos rond devant la dictature, refuse de s'élargir aux secteurs syndicaux et socialistes, ne conteste même pas la légitimité de la dictature, et propose un accord aux militaires pour respecter les délais établis jusqu'aux élections prévues pour 1984.

L'existence même de la *multipartidaria*, comme produit et indice de la crise de la dictature, peut servir de canal ou de prétexte à l'expression d'un mécontentement qui la dépasse. C'est ce qui s'est produit en août dernier, lors

de la mort de Ricardo Balbin. Les militaires ont commencé par vouloir lui rendre hommage et faire porter des fleurs à son domicile, pour illustrer le dialogue avec ce type d'opposition civile. Mais il y avait déjà des gens massés devant sa maison, qui ont hué les représentants de la dictature et les ont obligés à faire machine arrière. Finalement, les obsèques se sont transformées en une manifestation massive d'opposition à la dictature, avec des dizaines de milliers de personnes dans la rue. On ne peut cependant penser que la *multipartidaria* soit un réel front de mobilisation contre la dictature. Dans aucun de ses rares documents n'apparaît, même embryonnairement, la proposition d'une solution à la situation très grave qui existe aujourd'hui même, sans attendre 1984 ou 1985.

Face à la paralysie totale de l'activité productive, elle ne pourrait devenir un front de lutte et de mobilisation que si elle incorporait l'ensemble des secteurs populaires, dont elle a peur et dont elle se méfie.

● *Parallèlement, la classe ouvrière manifeste une reprise d'activité. Quel est ton jugement sur le sens de la grève générale du 22 juillet dernier ?*

● Différents secteurs de la gauche voient la possibilité de développer, à travers la *multipartidaria*, un large front d'opposition à la dictature. Nous croyons que c'est impossible à cause de l'origine même de la *multipartidaria*, née d'un accord avec le gouvernement militaire sur des points que les composantes du front s'engagent à ne pas outrepasser.

● *Tout d'abord, l'abandon de la question de la répression et des disparus (qu'on estime à 30 000). C'est un point non négociable pour les militaires...*

● Le refus d'intégrer d'autres secteurs, comme la CGT. La *multipartidaria* se propose donc de maintenir des relations avec tous ces secteurs, mais sans modifier son caractère propre et en respectant la préoccupation permanente de la dictature de ne pas mélanger l'activité politique et l'activité syndicale...

Le problème de la « démocratisation » qui préoccupe l'ensemble de la population, peut difficilement être résolu par ce type de compromis sur le terrain du dialogue. La démocratie ne peut être arrachée que dans la lutte concrète, qui est à l'ordre du jour sur tous les terrains, à court comme à moyen terme.

Sans aller jusqu'à un optimisme exagéré, on peut en effet estimer que nous assistons à un début de changement, dans le cadre de la crise qui secoue le gouvernement de Roberto Viola, initié par le processus de mobilisation : occupation de l'usine Borwar (Diesel) en mai-juin, puis mobilisation et grève chez Mercedes contre les licenciements. C'est ce qui a poussé la direction de Smata ^{6/} à lancer la première grève active depuis le coup d'État de 1976.

À l'occasion de cette grève, 1 500 travailleurs ont été arrêtés au siège de Smata. La CGT a alors convoqué une grève nationale pour le 22 juillet. Cette grève fut négociée jusqu'au dernier moment avec la dictature. Une partie de la bureaucratie, suivant la méthode habituelle, fit de son mieux pour ne pas organiser véritablement la grève, alors qu'il existait une pression et une disponibilité à la base. L'état d'esprit général était au débrayage, malgré les conditions objectives et subjectives assez défavorables (situation de l'emploi, absence de véritable préparation par la bureaucratie).

Même dans ces conditions, la grève a été massive dans une grande partie de la ceinture industrielle du grand Buenos Aires. Dans cer-

^{6/} Smata : syndicat des travailleurs de l'industrie automobile.

tains cas, elle s'est élargie à la fermeture du petit commerce, en solidarité avec les travailleurs contre les effets de la crise. Dans les villes de province, malgré des résultats localement, la grève n'a pas eu la même ampleur.

La principale conclusion de la grève, c'est que l'écrasante majorité était pour, et qu'elle a eu lieu là où existait un minimum d'organisation, y compris dans des secteurs contrôlés par la branche syndicale CNT qui agit comme un véritable agent de la dictature au sein du mouvement ouvrier. L'une des caractéristiques de la grève, c'est qu'elle n'a pas provoqué, comme ce fut le cas en d'autres temps, de division de la classe ouvrière entre ceux qui ont débrayé et ceux qui ne l'ont pas fait. Il y avait en effet une aspiration généralisée, même si la réalisation effective de la grève s'est limitée aux endroits où le rapport des forces était plus favorable.

C'est important pour comprendre que, y compris dans des conditions où la classe ouvrière argentine a souffert énormément, il y a désorganisation mais non pas démoralisation totale.

Après la grève, les mesures répressives ont continué de la part du patronat avec le licenciement des militants qui sont apparus comme les organisateurs de la grève. Les licenciements massifs et les mises au chômage partiel ont également continué à se multiplier. La Ford, dont les 12 000 ouvriers ont fait grève, n'a pas travaillé pendant tout le mois de septembre. Mercedes ne travaille que trois jours par semaine en horaires réduits. Peugeot menace de se retirer purement et simplement du marché argentin. À Cordoba, Renault annonce des arrêts temporaires de la production et des licenciements, avec à la clef une proposition de 6 mois de salaire payés à 75 % en échange du renoncement à l'emploi. Même proposition chez Volkswagen.

En août, la chute de la production automobile a été de 40 % par rapport à août 1980. C'est le mois où la production automobile a été la plus faible depuis 1966, au début de l'essor de l'industrie automobile dans notre pays. En circulant dans les trains de banlieue aux alentours de Buenos Aires, on voit des plages couvertes d'automobiles à perte de vue : ils ne savent plus où mettre les stocks. Récemment, le président de Mercedes s'est rendu à Cuba pour essayer d'y vendre des camions. Pour négocier, il était accompagné du champion automobile Juan Manuel Fangio, l'ancien otage du Mouvement du 26 juillet, en 1958 !

● *Tu as mentionné comment la division syndicale et l'attitude des directions bureaucratiques ont saboté la préparation de la grève. Quelle est la situation du mouvement syndical ?*

● Après le coup d'État, la plupart des syndicats ont été placés sous « intervention » militaire. Pourtant, grâce à une bureaucratie docile, certains ont pu continuer à fonctionner. Dans la plupart des usines importantes, toute forme d'organisation indépendante (délégués, commissions internes) a été désarticulée. Depuis, il y a eu un processus constant de réorganisation de l'activité syndicale dans les entreprises. Dans certains cas, cette activité a été soutenue par la bureaucratie syndicale, dans d'autres, elle est partie de la base pour reconquérir le terrain perdu dans l'usine.

Nationalement, la bureaucratie est divisée en deux tendances fondamentales : la CNT 20 (Confédération nationale des travailleurs) et la CGT.

La première représente la bureaucratie prête à tout type d'accord avec la dictature militaire. Elle cherche un espace pour un accord stable avec la dictature. Il faut rappeler qu'elle a été la principale collaboratrice des

forces armées dans la lutte contre la « subversion ».

L'autre, la CGT, représente le péronisme «justicialiste». Son principal dirigeant est Lorenzo Miguel. Ce secteur de la bureaucratie n'est pas disposé à n'importe quel accord avec la dictature. Il cherche à s'affirmer dans une dynamique qui, sans être de franche opposition, tend à le faire apparaître comme le plus combatif, afin d'imposer de meilleures conditions de négociation face aux militaires.

Il y a d'autre part divers courants qui s'organisent de façon indépendante par rapport à tous les secteurs de la bureaucratie et qui forment – dans la majorité des cas clandestinement – une résistance plus organisée : c'est le cas de l'inter-réseau des cheminots, de certaines commissions internes de Smata, de certains secteurs des banques, de l'énergie...

Le chemin de l'organisation d'une résistance plus organisée et centralisée sera sûrement long. À cause des conditions difficiles qui résultent de la conjoncture économique et sociale actuelle. Pourtant, il me semble que le cours vers une meilleure organisation au sein des entreprises est déjà en marche. Cela exige des militants révolutionnaires et de l'avant-garde un bilan lucide de l'expérience antérieure jusqu'au coup d'État, tirant toutes les leçons de la défaite, pour préparer et organiser en conséquence les combats futurs, qui connaîtront des avancées et des reculs, et dans lesquels l'appareil répressif, qui n'a pas été désarticulé, fera tout pour briser les pôles de résistance et la généralisation des luttes.

● *La dictature a-t-elle pris des mesures susceptibles de briser pour la première fois la base matérielle de la bureaucratie syndicale ?*

● Il y a eu, au début de 1980, une loi qui retirait aux syndicats la gestion des œuvres so-

ciales. Aujourd'hui, il y a une nouvelle offensive pour mettre en pratique un système comparable au système brésilien, c'est-à-dire qui centralise les cotisations dans les mains de l'État et retire leur autonomie relative aux syndicats de branches.

En réalité, la situation n'a pas beaucoup changé car, dans nombre de cas, la gestion des œuvres sociales est, depuis le coup d'État, dans les mains des *interventores* militaires. Ils ont supprimé la contribution patronale à la caisse de prévoyance. Il en résulte une baisse des fonds disponibles et la menace d'une situation où les caisses ne pourraient même plus payer les retraites, etc.

● *Dans ces conditions, quel est l'avenir du péronisme et quel rôle peut-il jouer dans la crise de la dictature ?*

● On peut difficilement imaginer que le péronisme puisse retrouver le niveau de représentativité et le degré de cohésion qu'il a connus dans le passé. La crise des fondements mêmes du populisme est profonde et durable.

Elle s'est déjà exprimée dans la désarticulation du mouvement après la mort de Juan Domingo Peron, et lui-même ne parvenait plus à la contenir. La tendance à la dispersion en d'innombrables courants est inévitable.

D'un côté apparaît la tendance de Bittel, qui représente formellement la continuité de la direction légale du Parti justicialiste, et cherche un accord avec les autres courants politiques de la bourgeoisie au sein de la *multipartidaria*. Ce courant manifeste un penchant en faveur d'une coalition électorale principalement avec le radicalisme. L'autre secteur du péronisme cherche un accord avec l'amiral Emilio Massera.

Du côté de la gauche péroniste se profilent d'innombrables tendances, encore mal définies.

La bureaucratie syndicale reste péroniste et essaie de remettre sur pied ce que fut la coalition des 62 organisations syndicales qui ont mené la « résistance péroniste » à partir de 1955. À une différence près, c'est que la bureaucratie ne coordonne plus aujourd'hui, et difficilement, que 25 organisations au lieu de 62. Il n'est guère pensable qu'elle puisse retrouver facilement le degré de contrôle qu'elle a exercé dans le passé sur le mouvement ouvrier.

L'idée d'un parti ouvrier de masse, d'un parti des travailleurs, est dans la tête de pas mal de gens depuis longtemps, y compris chez des secteurs péronistes qui peuvent difficilement prétendre en être le centre organisateur. Mais, pour avancer dans cette voie, les conditions sont beaucoup plus compliquées qu'au Brésil. D'une part, parce que la tradition d'organisation et de politisation du mouvement ouvrier est déjà beaucoup plus forte. D'autre part, parce que nous ne pouvons pas inventer un Lula et la couche de dirigeants syndicaux qu'il symbolise, et qui sont avant tout le produit d'une expérience de luttes dans un contexte de remontée...

● *Pour terminer, quels sont, à tes yeux, les axes d'intervention dans la situation actuelle ?*

● La remobilisation de la classe ouvrière passe nécessairement par la bataille pour la récupération de toutes ses conquêtes. Face à la crise, la bourgeoisie demande un report de la dette extérieure. Le mouvement ouvrier, lui, ne peut compter que sur ses propres luttes en remettant à l'ordre du jour des mots d'ordre qui ont pratiquement disparu, même de la propagande générale, tels que l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, le contrôle des livres de compte... Il faut comprendre que, dans certains cas, les travailleurs, confrontés

à une menace de licenciement, ont accepté de travailler six mois pour la moitié de leur salaire. Dans d'autres cas, on assiste, dans les petites entreprises, à un bloc entre les travailleurs et le patronat pour la sauvegarde de l'emploi. En revanche, à Mercedes Benz, la lutte pour la défense des 300 licenciés a éclaté à partir de la publication d'un document sur les bénéfices et les spéculations de l'entreprise.

L'autre axe de mobilisation est bien évidemment celui des revendications démocratiques. Toutes les luttes sur ces revendications (am-

nistie, liberté de la presse, responsabilité de la dictature dans la question des disparus) contribuent à élargir la brèche. Mais on peut difficilement se battre sérieusement pour ces droits et les élargir en se mettant à la remorque de partis bourgeois qui s'offrent docilement pour donner un ballon d'oxygène à la dictature. Ce qui sera décisif pour la reconquête des libertés démocratiques, c'est d'abord l'avancée sur le chemin de l'indépendance politique et organisationnelle de la classe ouvrière, à partir des meilleures expériences

du passé récent (Sitrac-Sitram, Villa Constitution...). Dans ces secteurs d'avant-garde, il y a une préoccupation et un intérêt permanents pour les expériences du Nicaragua, de la Pologne et du Brésil. Tout cela contribue à un mûrissement de la conscience et du besoin d'unité dans l'action pour la reconquête du terrain perdu sur la voie d'une organisation indépendante du prolétariat.

Propos recueillis par Daniel Jebrac
en septembre 1981

Inprecor n° 113 du 23 novembre 1981